

Inde : Indicateurs macroéconomiques

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|------|------|-------|-------|------|
| Croissance du PIB réel (prix du marché) | 9.6 | 5.1 | 6.6 | 8.3 | 8.5 |
| Déflateur du PIB ¹ | 5.4 | 7.4 | 4.6 | 7.7 | 6.1 |
| Indice des prix à la consommation ² | 6.2 | 9.1 | 12.3 | 10.2 | 6.3 |
| Indice des prix de gros (WPI) ³ | 4.7 | 8.4 | 4.0 | 8.1 | 6.3 |
| Taux d'intérêt à court terme ⁴ | 8.9 | 9.6 | 4.9 | 6.5 | 7.6 |
| Taux d'intérêt à long terme ⁵ | 7.9 | 7.6 | 7.3 | 8.0 | 8.2 |
| Solde budgétaire du gouvernement général ⁶ | -4.2 | -8.7 | -11.8 | -10.3 | -9.5 |
| Balance des opérations courantes (% du PIB) | -1.3 | -2.4 | -3.0 | -2.3 | -2.8 |
| <i>Pour mémoire: année calendaire</i> | | | | | |
| Croissance du PIB réel | 9.9 | 6.2 | 5.6 | 8.2 | 8.5 |
| Solde budgétaire du gouvernement général ⁶ | -4.4 | -7.3 | -11.4 | -10.8 | -9.5 |

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en Avril.

1. Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.

2. Moyenne pondérée des prix à la consommation pour travailleurs industriels, employés non-manuels et ouvriers agricoles.

3. Tous biens.

4. Taux de référence de trois mois de Mumbai.

5. Bons du Trésor de dix ans.

6. Solde budgétaire brut des gouvernements centraux et locaux, prêts nets inclus, ainsi que les transferts aux compagnies pétrolières, d'alimentation et d'engrais et les allocations récurrentes de la Commission des salaires, sans les rappels de salaires ni effacement de dettes pour les petits fermiers (% du PIB).

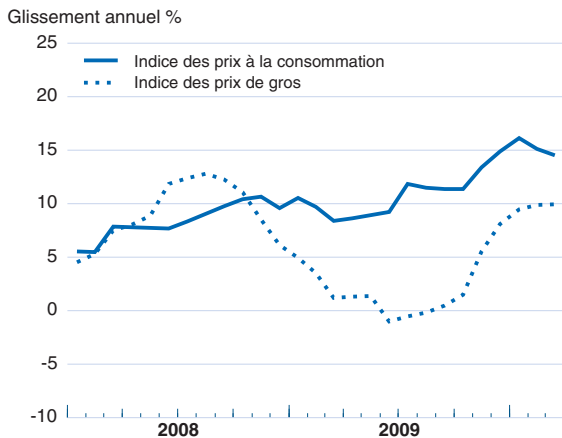
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 87.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932314044>

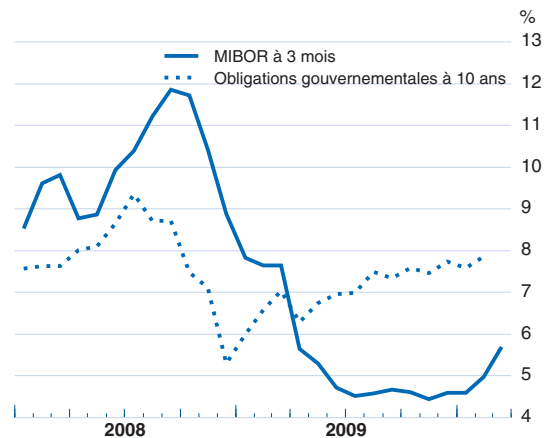
consommation ont progressé de 14.5 % au cours des 12 mois allant jusqu'à mars, ce qui représente l'une des hausses les plus importantes de ces dernières années. Initialement en décalage par rapport à l'accélération de la hausse des prix à la consommation, l'inflation des prix de gros s'est récemment hissée à des niveaux largement supérieurs aux moyennes historiques, à 9.6 % en glissement annuel en avril. L'augmentation des prix alimentaires causée par la contraction de la production agricole constitue l'une des principales causes de l'accélération de l'inflation, surtout pour les prix à la consommation où la

Inde


L'inflation reste élevée



Le resserrement de la politique monétaire a commencé



Source : Reserve Bank of India.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932311916>

Inde : Indicateurs extérieurs

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|---------------------------|--------|--------|------|-------|
| | Milliards de \$ | | | | |
| Exportations de biens et services | 253.3 | 287.3 | 266.4 | 325 | 377 |
| Importations de biens et services | 303.4 | 353.6 | 338.9 | 405 | 478 |
| Balance commerciale | - 50.1 | - 66.3 | - 72.5 | - 80 | - 101 |
| Solde des invisibles | 34.4 | 37.6 | 35.0 | 44 | 53 |
| Balance des opérations courantes | - 15.7 | - 28.7 | - 37.5 | - 36 | - 49 |
| | Pourcentages de variation | | | | |
| Exportations de biens et services en volume | 5.2 | 19.3 | - 9.7 | 13.1 | 11.2 |
| Importations de biens et services en volume | 10.0 | 23.0 | - 6.4 | 10.4 | 13.1 |
| Résultats à l'exportation ¹ | - 2.2 | 23.2 | - 6.9 | 0.1 | 1.5 |
| Termes de l'échange | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en Avril.

1. Rapport entre le volume des exportations et les exportations du marché total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 87.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932314063>

pondération des produits alimentaires est importante. Néanmoins, la poussée inflationniste semble s'étendre à d'autres secteurs, comme en témoigne la hausse des prix non alimentaires, notamment ceux des matières premières et du logement.

Un assainissement budgétaire est attendu en 2010

Le budget de l'administration centrale présenté récemment pour l'exercice 2010 prévoit une réduction relativement modeste du vaste déficit de l'administration centrale, à 5.5 % environ du PIB. Le budget s'appuie notamment sur un retrait opportun, quoique partiel, des mesures fiscales adoptées pour soutenir la demande aux premiers stades de la récession, notamment la suppression de certaines baisses des accises. Cependant, la réduction attendue du déficit budgétaire est en grande partie étayée par la hausse soutenue escomptée pour les recettes fiscales, ainsi que par des cessions d'actifs et quelques mesures fiscales supplémentaires de faible ampleur, notamment une légère révision en hausse des accises sur l'essence et le gazole. Un assainissement budgétaire modeste est également attendu à l'échelon infranational, à la faveur d'une hausse des versements de l'administration centrale et de l'abondance des recettes fiscales. L'une des modifications bienvenues apportées au dernier budget de l'administration centrale concerne la suspension du financement hors budget des subventions versées aux sociétés pétrolières et aux sociétés spécialisées dans les engrais. Cette décision intervient avant la mise en œuvre de réformes plus importantes des codes des impôts directs et indirects, repoussées au début de l'exercice budgétaire 2011.

La normalisation de la politique monétaire est amorcée

Depuis octobre 2009, la Banque de réserve de l'Inde a pris plusieurs mesures en vue de normaliser sa politique monétaire, en commençant par un relèvement du ratio légal de liquidité et l'arrêt de facilités spéciales de refinancement introduites lors de la réponse initiale au ralentissement économique. En mars 2010, la Banque de réserve a initié le processus de relèvement des taux directeurs avec une hausse de 25 points de base,

suivie par une nouvelle hausse de 25 points de base et un relèvement des coefficients de réserves obligatoires en avril. Néanmoins, les taux directeurs demeurent largement inférieurs aux moyennes historiques. Compte tenu du niveau élevé de l'inflation et de la reprise qui semble bien ancrée, le renchérissement des intrants risque d'avoir des effets indirects et de déstabiliser les anticipations d'inflation. Pour atténuer ces risques, un resserrement sensible de la politique monétaire sera indispensable tout au long de l'année 2010 et en 2011.

La croissance devrait rebondir à court terme

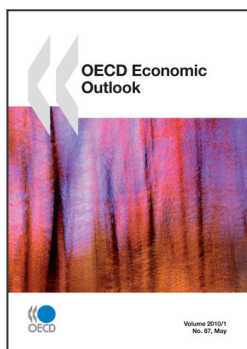
Le redressement attendu de la production agricole après la contraction brutale enregistrée au second semestre 2009, conjugué à la vigueur du secteur non agricole, devraient entraîner un fort regain de croissance du PIB à court terme. Selon les données disponibles, la récolte d'hiver devrait être bonne et le retour attendu à des pluies de mousson normales devrait stimuler la reprise. Dans le secteur non agricole, l'activité devrait être dynamique, soutenue par de bons indices de confiance, l'embellie en cours de l'économie mondiale et une politique monétaire qui reste accommodante. Compte tenu des perspectives positives pour la demande intérieure, les importations devraient s'inscrire en forte hausse à court terme, avant de marquer le pas. La croissance des exportations devrait s'accélérer parallèlement à l'amélioration de la conjoncture mondiale et le déficit de la balance des paiements courants devrait rester sous les 3 % du PIB.

L'inflation devrait rester élevée

Le rebond attendu de la production agricole devrait favoriser le ralentissement du renchérissement des produits alimentaires à court terme. Toutefois, au vu du fléchissement modeste subi par l'économie indienne au cours de la récession mondiale, les excédents de capacités sont limités et les pressions exercées par la demande s'intensifient, donnant ainsi aux entreprises désireuses d'améliorer leurs marges bénéficiaires la possibilité de relever leurs prix. L'augmentation des accises sur l'essence et le gazole prévue dans le budget pourrait aussi contribuer à une légère accélération de l'inflation. Si l'on tient compte de l'ensemble de ces facteurs, l'inflation devrait demeurer élevée.

La balance des risques est principalement orientée à la baisse

Étant donné que la reprise semble bien amorcée à l'échelle nationale, le principal risque d'évolution défavorable concerne les perspectives de l'inflation. Si les pluies de mousson s'avèrent une fois de plus insuffisantes, la hausse des prix alimentaires devrait reprendre. D'une manière plus générale, la vigueur de la demande intérieure pourrait soutenir la poussée inflationniste et conduire à un décrochage à la hausse des anticipations d'inflation. Dans ce cas, la Banque de réserve de l'Inde serait contrainte de prendre des mesures énergiques qui pourraient peser lourdement sur la confiance et l'activité. Dans la mesure où le déficit budgétaire devrait rester important au cours de la période de projection, les besoins de financement des administrations publiques pourraient aussi exercer des pressions sur les coûts d'emprunt des entreprises. Pour ce qui est des risques à la hausse, une reprise plus rapide que prévu de l'économie mondiale offrirait un surcroît d'impulsion aux exportations.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Inde », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-38-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.